

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 122 (1977)
Heft: 12

Artikel: Une véritable amélioration sur le front atlantique?
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344119>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une véritable amélioration sur le front atlantique ?

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Ces dernières années, les gouvernements des pays de l'Alliance atlantique ont peu à peu pris conscience de la menace accrue, sur le front de contact, du fait des continuelles améliorations et augmentations des effectifs et des armements des forces de l'Est.

En particulier, les rapports des généraux Haig et Hollingsworth, vigoureusement appuyés par les sénateurs Nunn et Bartlett, ont attiré l'attention du monde américain sur la nécessité de procéder à des contre-mesures portant sur la structure, l'équipement, l'implantation des forces USA, en Europe et aux Etats-Unis. Ces avertissements ont été suivis d'effet. Les dispositifs de détection d'une éventuelle attaque surprise, des prévisions pour un acheminement plus rapide des renforts nécessaires en cas d'agression ont été mis au point tant sur le plan américain que sur celui de l'OTAN.

Par ailleurs, la Bundeswehr et les forces françaises ont été rénovées, sous forme d'unités légères et très maniables, afin de conférer à la riposte, en cas d'attaque surprise, le dynamisme souhaitable.

En somme, par rapport à la situation antérieure, d'incontestables améliorations se sont concrétisées dans le cadre de la défense européenne et atlantique.

Comment apprécier les mesures prises de part et d'autre de l'Atlantique? Quels sont les problèmes encore à résoudre?

Les mesures heureuses intervenues dans l'alliance

Le 16 septembre dernier, le secrétaire d'Etat américain à la Défense, M. Brown, annonçait la décision de l'administration Carter d'accroître le budget militaire des Etats-Unis de 3%. C'était là la confirmation de la thèse déjà exposée par le président lors des dernières réunions de Londres, où le chef d'Etat USA avait invité les représentants de tous les membres de l'OTAN à procéder à une telle augmentation.

Devant l'opinion de son pays, M. Brown justifiait la mesure prise en se référant plus particulièrement à l'effort soutenu de l'URSS en matière de missiles lourds. « Les Soviétiques, dit-il, continuent à mettre au point les missiles mobiles SS 16 et ils sont en train de modifier quatre autres types de missiles. » Mais il affirmait ignorer la raison précise de cette relance de la course à l'armement nucléaire russe.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement de Washington a fait procéder à une sensible modernisation des formations USA de toutes catégories et il accentue sa collaboration avec les alliés, afin de maintenir, dit M. Brown, dans le rapport des forces Est-Ouest, un équilibre militaire « aussi favorable que celui de l'heure actuelle. » Et, a-t-il précisé, « l'objectif des Etats-Unis est de prévenir toute agression et non pas l'obtention d'un pouvoir écrasant. »

Cette dernière remarque peut étonner le lecteur. Mais elle s'explique du fait que, dans certains milieux politiques américains, s'est manifestée la crainte de voir se déclencher, à cause des contre-mesures adoptées, une véritable relance de la course aux armements.

En réalité, l'effort déjà entrepris aux USA est important. En dehors de certaines réformes de structure — notamment pour accroître les formations combattantes par des économies sur les effectifs des unités de soutien logistique — et de l'attribution d'armes « anti » plus nombreuses, ont été prises des contre-mesures utiles, afin de faire mieux face à une attaque surprise. Certes, les Soviétiques — si l'on se réfère à des publications récentes — semblent renoncer, devant le développement des moyens antichars et antiaériens, au Blitzkrieg antérieurement envisagé. De même, ils rejettent maintenant toute préparation d'artillerie massive et prolongée. Car celle-ci, loin de soulager l'effort des attaquants, exposerait trop longtemps ces derniers, même à l'intérieur de moderne véhicule de combat blindé d'infanterie¹ B.M.P.

Dans ces conditions, il semble logique de prévoir comme genre d'attaque le plus probable une opération initiale sous forme d'un raid surprise, destiné à ouvrir la voie à une percée par des unités de second échelon.

Mais cette première et indispensable attaque n'aurait de chances de succès que contre une défense prise de court, c'est-à-dire non installée sur ses positions ou affrontée en flagrant délit d'installation.

¹ Cf. notre article « Adieu au Blitzkrieg », *Revue militaire suisse*, janvier 1977.

L'on saisit facilement l'importance de ce raid. Car c'est lui qui doit dégager le terrain pour l'assaut des unités tenues à l'arrière immédiat des positions soviétiques et à qui incomberait la mission d'assurer des percées dont l'exploitation permettrait des pénétrations au-delà du champ de bataille initial.

En somme, ce dont il s'agit ici, c'est, grâce à de petites actions par surprise, de submerger l'Europe atlantique. En d'autres termes, profitant de tout succès local, les experts de l'Est voudraient parvenir, par la manœuvre, à une victoire sensiblement totale sur le front d'Europe. Et c'est cela qu'il faut éviter par un certain nombre de mesures, afin d'éviter cette surprise qui est à la base de la nouvelle stratégie soviétique.

Avant tout s'imposent donc des efforts considérables en matière de détection des préparatifs de l'attaque surprise. Certes, les services de renseignements alliés jouent ici leur rôle traditionnel. Mais, sur le plan technique, des améliorations sont venues compléter le système NADGE, lui-même élargi et prolongé par des radars français, allemands et américains. Ainsi ont été notablement atténuées les lacunes antérieures, ces zones mortes du fait des infractuosités du terrain et que tentent d'utiliser les avions volant bas. Or, les radars mobiles LARS, de l'Allemagne fédérale et les TACS 407 L américains, ainsi que le STRIDA français ont apporté ici une sensible amélioration. Et les garanties de détection seront sensiblement parfaites si s'effectue l'adoption du système AWACS, envisagé comme complément de l'organisation actuelle. Mais déjà le général Haig, Commandant allié suprême en Europe, a pu déclarer que « les capacités de détection sont en voie d'amélioration ...une très courte alerte ne pourrait exister que pour une attaque de faible envergure. »

Par ailleurs, compte tenu des enseignements de la guerre du Kippour, et à la suite des Etats-Unis, les pays alliés d'Europe dotent largement leurs forces d'armes « anti » très modernes, de plus en plus précises.

L'Allemagne fédérale a procédé à la mise sur pied des « Brigades 80 », bien armées, légères et maniables. Il est à présumer que leur dynamisme serait très efficace tant contre de petits raids que contre les attaques des divisions soviétiques, dont la format a été largement alourdi par les armes antichars, les chars et les pièces d'artillerie supplémentaires, adoptés pour faire face aux moyens « anti » perfectionnés des armées atlantiques.

A son tour, la France a rénové ses forces terrestres et elle s'est rapprochée de l'OTAN, tout en conservant son autonomie nationale. Le général Méry, chef d'état-major des Armées, et le président Giscard d'Estaing lui-même ont défini une nouvelle doctrine¹.

Ils ont évoqué les diverses missions à assumer par les forces nationales, et notamment la participation à « la défense de tout l'espace à partir duquel pourrait être menacée la sécurité de la France. »

A vrai dire, c'est là la vocation générale, le dénominateur commun de tous les alliés atlantiques, la défense du théâtre d'opérations d'Europe. Mais une précision s'impose ici. Car, si pour certains Etats, essentiellement pour l'Allemagne fédérale, cette tâche coïncide en somme avec leur défense nationale, il n'en est pas de même pour la France.

En effet, celle-ci doit assumer, en plus des missions relevant de la préservation de l'intégrité du territoire français d'Europe, la sécurité de ses territoires et départements d'outre-mer, ainsi que celle des voies de communications assurant la liaison avec ces derniers. Elle est liée également par des engagements contractés envers divers pays extra-européens.

Dans ces conditions, il faut bien admettre qu'éventuellement une partie des 16 divisions du temps de paix et des 14 divisions de réserve en cas de mobilisation pourrait être consacrée aux missions extra-européennes. Mais la décision ici appartient au seul gouvernement français.

Toutefois, il est certain qu'une fraction importante des forces en cause serait mise, par la France, en cas de conflit, à la disposition du front de contact.

Ces forces seraient particulièrement efficaces derrière les « Brigades 80 » de la Bundeswehr. Car ces dernières unités, remarquablement adaptées à une efficace confrontation avec les divisions soviétiques, désormais alourdies, seraient sans doute vite usées par leurs dynamiques ripostes. Et, ayant de la sorte rempli leur mission initiale, elles auraient besoin d'être relevées ou renforcées. Et précisément, les nouvelles divisions françaises, plus substantielles et qui comportent notamment plus d'infanterie que la Bundeswehr, seraient parfaitement indiquées pour cette intervention.

¹ Cf. « Une armée pour quoi faire et comment », par le général Méry (« Défense nationale », juin 1976). « Allocution de M. Giscard d'Estaing, Président de la République, à l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale » (« Défense nationale », juillet 1976).

A vrai dire, l'Allemagne fédérale pourrait, elle aussi, améliorer encore la situation en mettant sur pied des divisions de réserve légères, à l'aide de réservistes recrutés sur place et convoqués pour l'occupation immédiate de certains secteurs du front, à la première alerte.

Mais, d'ores et déjà, la situation s'est renforcée sur le théâtre grâce aux récentes réformes et dotations. Mais, pour l'Europe, la « défense de l'avant » reste un impératif intangible. L'opinion exprimée par le conseiller de M. Carter, M. Brzezinski, qui énonçait comme possible un report du front de contact sur la ligne Weser-Lech, a suscité une vive émotion, notamment en Allemagne fédérale. Et, au cours d'une séance mémorable du Bundestag sur la politique militaire, le ministre de la Défense, M. Leber, a solennellement affirmé que la « Vorverteidigung » constituait le préalable de la participation allemande à l'Alliance. Le gouvernement américain reste d'ailleurs acquis à cette stratégie et l'OTAN est saisie de la question des crédits supplémentaires à prévoir, selon le général Hollingsworth, pour assurer la mise en œuvre des mesures suggérées par lui pour une détection et une alerte encore améliorées.

Dès maintenant, un certain équilibre existe sur le front de contact où, selon les dernières estimations de l'Institut d'Etudes Stratégiques de Londres, 103 divisions de l'Est font face actuellement à la valeur de 64 divisions atlantiques, auxquelles s'ajouteraient environ 10 divisions françaises. D'autres forces françaises, ainsi que les divisions de renfort à acheminer des Etats-Unis rejoindraient, en cas d'alerte, le bouclier de l'OTAN.

Il est à signaler aussi que la supériorité numérique du Pacte de Varsovie en matière de moyens classiques ne se retrouve pas au niveau des armes atomiques. Sur le théâtre, en effet, le nombre des engins nucléaires tactiques USA est le double de ceux que l'Est maintient à proximité du front de contact. A ces moyens s'ajoutent ceux de la Grande-Bretagne et de la France. En particulier, la mise en service des « Pluton » a sensiblement amélioré la position des alliés d'Europe. En effet, alors que la décision du recours à l'arme majeure serait longue à intervenir à Washington, elle serait plus vite prise à Paris.

Il est à signaler d'ailleurs que deux secrétaires d'Etat américains à la Défense ont déclaré que l'emploi des engins tactiques serait ordonné par les USA si cette utilisation devait sauver — comme *ultima ratio* — les forces du front atlantique d'un effondrement certain.

Il convient de noter aussi les récents progrès réalisés par les forces nucléaires stratégiques américaines. Désormais le Polaris 3, lancé des sous-marins atomiques, possède 3 MIRV et le Trident I aura 17 têtes indépendantes, avec une portée de 800 km. Quant au Trident II, il atteindra la distance de 10 000 km. Enfin, les études sur la bombe à neutrons ouvriront de nouvelles perspectives aux forces USA.

En somme, les avertissements de divers experts et hommes politiques ont suscité, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, une réelle prise de conscience d'une menace accrue, mais à laquelle l'Alliance s'efforce de faire face. Sur le front européen les mesures prises par l'Allemagne et la France — qui abandonne sa doctrine d'une « défense tous azimuts », se rapproche de l'OTAN et rénove ses forces — manifestent une amélioration incontestable.

Mais les problèmes actuellement les plus urgents à résoudre sont ceux que poserait une attaque-surprise basée sur la perspective d'une guerre courte. Car une campagne longue donnerait rapidement l'avantage aux puissances atlantiques, notamment grâce aux immenses ressources américaines. Même sur le plan strictement militaire, abstraction faite des incidences économiques, les Etats-Unis disposent, au titre de la Garde nationale bien entraînée dès le temps de paix, d'un potentiel de 400 000 hommes. Mais il s'agit désormais d'assurer l'acheminement rapide de ces troupes, dont la mobilisation et le transport doivent maintenant correspondre à un conflit précédé seulement d'un préavis de 48 heures, alors que la planification américaine antérieure se basait sur un délai de plusieurs semaines. Il en serait de même pour les quelque 200 000 réservistes à enrôler.

En bref, le grand problème de l'Alliance, c'est d'adapter des mesures prévues pour une guerre longtemps d'avance décelée chez l'adversaire, aux conditions d'une agression opérée par surprise.

Compte tenu de cet impératif, quels sont les problèmes essentiels actuellement posés à l'Alliance atlantique?

Les grands problèmes actuels de l'Alliance atlantique

Nous avons déjà constaté que, du moins sur le plan des budgets militaires, des améliorations étaient à noter chez les puissances de

l'Ouest. En particulier, le principe d'une augmentation de 3% des crédits militaires est adopté.

Toutefois, la Grande-Bretagne ne semble pas vouloir s'engager dans cette voie. Elle vient, au contraire, de faire connaître — compte tenu de sa situation de crise — son intention de réduire de 230 millions de livres ses dépenses d'armement. Cette décision a suscité d'ailleurs une certaine inquiétude lors de la réunion des Comités des Plans de défense de l'OTAN. Et M. Luns, secrétaire général de l'organisation, a déclaré alors que cette défaillance était d'autant plus préoccupante que l'Alliance se trouve face à un dispositif adverse continuellement amélioré.

Mais la nécessaire, continue, adaptation aux impératifs du front de contact pose aux alliés de nombreux problèmes. En particulier, l'Amérique doit constater qu'elle entretient des effectifs tels que le rapport entre le nombre d'hommes sous les armes et la puissance de feu est généralement largement moins favorable, moins rentable que celui des Russes. En effet, la tranche divisionnaire USA est de 40 000 hommes, alors que chez les Soviétiques elle est la moitié de ce chiffre. Alors, les chefs américains emploient-ils mal leurs hommes? Un auteur qui fait autorité aux Etats-Unis et en Occident, M. Steven Canby, professeur et ancien officier¹, cite le fait que, par exemple, dans l'armée de l'air suédoise, la proportion d'avions par rapport aux effectifs est sept fois plus élevée que dans l'Air Force des USA.

Dans ces conditions, il doit être facile d'augmenter, par exemple, le nombre de divisions américaines en opérant des économies sur les unités de soutien. Et, même à l'intérieur des grandes unités, des réductions d'effectifs sont possibles, notamment en affectant plusieurs fonctions à certains hommes, selon une tradition jadis très efficace dans les brigades britanniques d'outre-mer.

M. Steven Canby s'interroge aussi sur la répartition des forces du théâtre d'opérations d'Europe. Il se demande si la bonne solution consiste vraiment à entretenir à l'avant des forces bien équipées et bien prêtes au combat, sans notables réserves en second échelon, ou plutôt des forces relativement limitées, mais qu'épaulent des réserves importantes.

En effet, ce qu'il faut prévoir, c'est l'attaque d'armées de l'Est conçues précisément pour affronter une défense linéaire, la briser par la manœuvre

Cf.: « NATO: Reassessing the Conventional Wisdoms », par Steven Canby (dans *Survival*, juillet 1977).

et par la mise en œuvre de réserves largement échelonnées en largeur et en profondeur, donc susceptibles d'être engagées au bon moment et au bon endroit. C'est là, on le voit, le genre d'attaque-surprise que nous avons déjà évoqué et qui vise à effectuer des percées avec exploitation en dehors du champ de bataille, par une guerre courte, celle qui convient le mieux aux possibilités du Pacte de Varsovie.

En fait, depuis la mise en œuvre de l'OTAN, l'Amérique a toujours été axée sur la préparation d'une guerre longue, déclenchée après une préalerte prolongée.

Dans ces conditions, les responsables USA avaient conçu une défense basée sur des divisions solides, disposant d'une grande puissance de feu. D'où ces unités très lourdes, alors qu'à l'époque les Soviétiques, misant sur le Blitzkrieg inspiré de l'expérience de la deuxième guerre mondiale, avaient mis sur pied des divisions mobiles, rapides et très légères. Et c'est avec de telles formations qu'ils entendaient mener une guerre courte, c'est-à-dire non prévue par l'Amérique, persuadée de pouvoir disposer d'un délai suffisant pour la préparation des forces importantes destinées au front de combat.

Ainsi le commandement soviétique comptait réaliser, après l'opération déclenchée par surprise, une exploitation du succès telle que le gouvernement de Washington allait se trouver devant le fait accompli d'une Europe entièrement envahie, avant même l'arrivée et l'entrée en ligne des forces USA de renfort.

En somme, comme constate Steven Canby, alors que les chefs américains entendaient livrer une longue « bataille d'usure » sur le front de combat, les Russes, tout récemment encore, voulaient mener tout simplement et immédiatement, à un rythme accéléré, quelques batailles initiales, précisément pour empêcher d'autres batailles et forcer ainsi, par la vitesse et la manœuvre, la fin de la campagne.

Mais, au fil des années, surtout après les enseignements de la guerre du Kippour, le Blitzkrieg ainsi envisagé s'avérait impossible en présence des armes « anti » modernes. D'où ce recours à cette manœuvre en deux temps: le raid-surprise ouvrant la voie à l'attaque des divisions de deuxième échelon.

Steven Canby commente la nouvelle stratégie soviétique en disant que l'opération initiale semble être destinée, par une action-surprise sur une partie du front, à donner l'illusion d'une attaque très localisée,

c'est-à-dire à inciter l'adversaire à des mouvements dans de fausses directions, alors que la manœuvre soviétique s'orienterait vers d'autres secteurs, où, faute de réserves, la défense serait incapable de faire face.

Comme solution, Steven Canby préconise la mise sur pied de divisions de réserve européennes, avec des réservistes locaux, immédiatement mobilisés et rejoignant sans délai leurs postes de combat. Il partage donc l'opinion formulée par Miksche dans « Vom Kriegsbild »¹. Mais il conteste l'attribution de trop nombreuses armes antichars très perfectionnées à l'infanterie chargée de la défense, au milieu de laquelle elles risqueraient d'être rapidement repérées et détruites, alors que, organisées en grands groupements antichars largement dispersés en largeur et en profondeur, elles viseraient efficacement les flancs des attaques blindées ennemies.

Dans l'immédiat, on peut constater un double effort: celui des pays européens en vue d'une riposte rapide et celui des Etats-Unis pour un acheminement accéléré des renforts USA. En outre, une refonte des forces terrestres américaines est envisagée, ainsi qu'une augmentation du nombre de divisions et des stocks de réserve en Europe pour les recevoir en cas d'alerte.

Mais une mise au point des méthodes de combat atlantiques est actuellement nécessaire. Aussi, tous les chefs responsables des hauts commandements atlantiques préconisent-ils, en dehors des nombreux exercices communs — auxquels participe la France — des échanges de vues entre alliés. On s'interroge encore sur l'emploi des PGM (armes guidées de précision) et sur l'utilisation éventuelle de la bombe à neutrons. Et l'on se demande si, du fait de l'intervention de ces moyens nouveaux, le seuil nucléaire ne va pas être abaissé.

* * *

Compte tenu des problèmes posés ou même déjà partiellement résolus dans le cadre de la défense atlantique, comment se présente celle-ci actuellement? Certes, « L'Europe sans défense » du général Close, les avertissements des sénateurs Nunn et Bartlett, des généraux Haig et Hollingsworth ont déjà produit certains effets heureux.

¹. Cf *Vom Kriegsbild*. par Otto Ferdinand Miksche (Editions Seewald, 1976).

En effet, une déjà meilleure détection des préparatifs d'une agression, une amélioration des forces et des équipements du potentiel front de combat rendraient dès maintenant plus difficile une agression contre le dispositif de l'OTAN.

A vrai dire, la situation est très différente des deux côtés du rideau de fer. Théoriquement du moins, le commandement est plus facile à l'Est, avec une seule autorité suprême, appliquée à des armées dotées des mêmes structures et armements et mettant en œuvre une seule doctrine. Alors qu'en dépit de tous les accords intervenus, les difficultés internes de l'Alliance atlantique rappellent parfois la phrase de Foch: « Depuis que je sais ce qu'est une alliance, j'admire moins Napoléon. »

Par contre, la fiabilité des forces atlantiques est certaine, alors qu'elle est problématique dans les armées satellites, et même dans les forces soviétiques qui, tout récemment encore, ont connu une mutinerie d'un destroyer et des fuites à l'Ouest. Et l'on peut s'interroger sur l'attitude d'une population qui, pendant la dernière guerre, a fourni 900 000 volontaires à la Wehrmacht des envahisseurs allemands.

Dans ces conditions, il faut bien constater que, tout compte fait, la fragilité des forces de l'Est, accentuée par le développement d'une dissidence dans tout le bloc, ne permettrait sans doute pas à l'URSS de survivre à un échec d'une certaine importance ou à une guerre prolongée. Le salut, pour elle, ne saurait provenir que du succès rapide d'une guerre éclair, d'ailleurs rendue plus difficile dans les conditions du moment. Et c'est celle-ci que l'Occident doit donc envisager comme l'hypothèse à la fois la plus probable et la plus dangereuse.

F.-T. S.